

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE QUARTIER MARDI 9 JANVIER 2024

PRESENTS POUR LA VILLE : Loline Bertin, Adjointe au Maire, Déléguée à la tranquillité publique, à la prévention et à la vie nocturne , Nathalie Leleu, Elue du quartier, Zoë Perrott-White, GUP, 100 rue Hoche.

Excusée : Liliane Escalada, membre du collectif d'animation.

NOMBRE DE PARTICIPANTS : 25

Le collectif d'animation présente ses vœux à l'ensemble des présents.

TRANQUILLITE PUBLIQUE

Introduction par le Collectif d'Animation

Le thème de la tranquillité publique revenant très souvent dans les propos des habitants du quartier, Il avait été proposé fin 2023 d'inviter Loline Bertin adjointe au maire, déléguée à la tranquillité publique, à la prévention et à la vie nocturne dont la dernière venue remonte à un an. Lors du dernier conseil de quartier de 2023, il a été décidé d'envoyer une lettre (cf. pièce jointe) aux membres de la Cellule de veille à propos de la tranquillité publique, de la situation de certains parkings et de la propreté. Celle-ci a été lue lors de leur réunion le 15 décembre dernier.

Loline Bertin commence par présenter Murielle Capet , coordinatrice du CISPD (Centre Intercommunal de Sécurité et de la Prévention contre la Délinquance) et Paul Rogy, collaborateur de Loline Bertin, de Frédéric Molossi et d'Olivier Stern.

Elle rappelle l'information donnée par Pascal Palandjian (Délégué Cohésion Police Population sur le Haut Montreuil), concernant l'arrestation d'un suspect dans le cadre de plusieurs agressions commises ces derniers mois dans le secteur.

Elle informe aussi d'une nouvelle agression dans le secteur BAS-GUILANDS 3 ou 4 jours avant ce conseil de quartier.

Dans le cadre d'un « petit bilan annuel » Loline Bertin précise qu'il a été constaté une violence plus importante.

Un habitant intervient et parle de l'abandon du quartier, de l'importance du tissu associatif. Il dénonce le peu de présence des élus, du manque de connaissance des problèmes du quotidien, du manque d'éducateurs. « Rien ne bouge concrètement » dixit.

Loline Bertin répond que 2 éducateurs viennent d'arriver dans le cadre du contrat avec « Rues et Cités ». Après les émeutes de fin juin, une réunion post émeutes a été organisée. Il y a eu également dans le cadre des animations dites « arbre à palabres » autour de la parentalité.

Un habitant répond qu'il n'y a eu aucune suite à la réunion post émeutes.

Plusieurs habitants s'inquiètent de l'âge de plus en plus jeune des personnes posant des problèmes, ainsi que la perte de la notion de respect. Ils demandent aussi des patrouilles à pied, et posent des questions sur les effectifs de la police municipale.

Loline Bertin répond qu'effectivement il y a un manque d'éducateurs. La prévention spécialisée est du ressort du Département et fait l'objet d'un co-financement Ville-Département. Concernant la protection Judiciaire des mineurs, il y a environ 1 éducateur pour 100 jeunes. Elle dénonce, ainsi que les habitants présents, le désengagement de l'Etat. La police de proximité, qui se déplaçait à vélo ou à pied, a été supprimée il y a de nombreuses années. Les effectifs du commissariat de Montreuil sont plus faibles qu'il y a 25 ans alors que la population a augmenté. Les 25 policiers promis en 2021 par le Ministre de l'Intérieur à la suite de la demande du Maire n'ont pas compensé les départs.

Les effectifs de la police municipale se composent ainsi :

- environ 12 ASVP (adjoints à la surveillance des voies publiques),
- police de la propreté : environ une dizaine de personnes,
- policiers : environ une quinzaine de personnes.

Il manquerait en France près de 4500 policiers municipaux, d'où la difficulté de recruter.

Certains d'entre eux, une fois formés préfèrent partir dans des départements plus attirants et plus tranquilles. Il y a aussi les questions budgétaires. Quel budget faudrait-il réduire pour augmenter de façon importante ce poste ? demande Loline Bertin.

Elle précise que, dans le prochain budget, les 2 postes qui vont augmenter concernent :

- L'agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (ATSEM) ;
- La Police Municipale

Elle rappelle que la réponse à ces problèmes ne peut pas être uniquement policière. Il y a aussi le service de médiation sociale qui intervient sur demande mais dont les effectifs sont de 6 personnes pour tout Montreuil.

Il faut aussi travailler sur la politique jeunesse, sur le rôle des parents. Il faut trouver un équilibre entre la prévention et la répression. Il faudrait aussi se servir de la politique culturelle et sportive.

Une habitante souligne aussi le rôle du centre social et des associations participant à certaines opérations. En particulier lors des animations et activités proposées pendant les vacances scolaires.

Il est aussi rappelé le fonctionnement de la cellule de veille qui réunit toutes les 6 semaines l'ensemble des acteurs (services de la ville, représentants des bailleurs sociaux, de la police nationale et municipale).

Un habitant demande une réflexion sur le fonctionnement de ces cellules et sur la nécessité de connaître le terrain.

Loline Bertin répond que c'est déjà le cas avec les élus locaux, les responsables des centres sociaux. Toute information est systématiquement traitée.

Un habitant parle de l'absence de lieu où les jeunes peuvent se réunir le soir très tard et cite l'exemple d'un lieu vers Boissières/Branly dans le quartier de l'Amitié ouvert très tard et qui, selon lui a réglé pas mal de problèmes.

Loline Bertin répond que ce lieu a d'abord été squatté puis fermé puis réouvert en mode partagé mais que ce dossier n'est pas sous contrôle, que la situation n'est pas satisfaisante. Il manque un vrai projet avec du contenu.

Un habitant parle d'un projet d'une salle de sport ouverte à tous dans le cadre du budget participatif qui pourrait utiliser le local du Clecq ????. Projet non retenu mais qu'il souhaite relancer.

Plusieurs habitants dénoncent le squat de certains halls d'immeubles et la situation des parkings. Parkings squattés par des groupes de personnes. Utilisations des bombes de gaz hilarant pourtant très dangereuses. Saletés. Présence nocturne de voitures occupées. Places louées occupées illégalement, mécanique sauvage ...

Il est aussi dénoncé l'absence de réponses d'Est-ensemble Habitat, propriétaire et/ou gestionnaire de plusieurs parkings sur la Noue/ le Clos Français. Il est souhaité l'intervention de la police sur certains de ces problèmes.

Loline Bertin parle aussi de la mise en place d'un service Médiation sur le patrimoine d'Est ensemble habitat et d'un service Sécurisation comme il en existe chez plusieurs bailleurs sociaux. Plusieurs exemples sont cités. Elle souhaite la concrétisation de ces projets. Il est rappelé que les bombes de gaz hilarant sont interdites à la vente aux mineurs sur Montreuil et que la prévention doit être développée.

Sur la mécanique sauvage la suppression d'un texte de loi qui comportait une erreur rend momentanément la lutte plus difficile car il impossibilité de confisquer le véhicule en cours de réparation. Mais un nouveau texte devrait rapidement voir le jour.

Concernant les véhicules en stationnement gênants qui peuvent empêcher le passage de véhicule de sécurité ou des camions de ramassage des ordures ménagères et des encombrants, la verbalisation continuera, avec en parallèle une campagne d'information.

**Prochain Conseil De Quartier
6 FEVRIER 2024
à 20 h à la Maison de Quartier Annie Fratellini**

Un droit de réponse est ouvert à toute personne physique ou morale, nommément citée ou pas, et nous nous engageons à le publier.